

Le procès de Saddam, justice coloniale

SARAH FLOUNDERS

Le procès de Saddam Hussein, qui s'est ouvert à grand renfort de publicité internationale, constitue une tentative désespérée de justifier et de conférer quelque légitimité à l'invasion et l'occupation criminelles de l'Irak par les États-Unis. Ces efforts tendent à criminaliser et diviser la résistance à l'occupation et n'ont rien à voir avec la justice ou la vérité.

Le procès de Saddam Hussein, qui s'est ouvert à grand renfort de publicité internationale, constitue une tentative désespérée de justifier et de conférer quelque légitimité à l'invasion et l'occupation criminelles de l'Irak par les États-Unis. Ces efforts tendent à criminaliser et diviser la résistance à l'occupation et n'ont rien à voir avec la justice ou la vérité.

Toutes les forces politiques qui, au niveau international, se sont opposées à cette guerre américaine de quinze années contre l'Irak – avec les sanctions qui ont affamé la population, sans oublier les bombardements et l'invasion – devraient également s'opposer à toutes les tentatives visant à justifier la poursuite de l'occupation, y compris le présent procès de l'ancien dirigeant irakien et de sept membres de son gouvernement.

Sans tenir compte du large éventail de considérations politiques sur les caractéristiques du gouvernement de Saddam Hussein, il est essentiel de s'opposer à la justification de cette guerre par les Américains. Se taire à ce propos ne fait qu'apporter du crédit au faux tribunal instauré par les États-Unis dans ce gigantesque centre de commandement qu'est la fameuse Zone verte. Le gouvernement américain n'a le droit, en Irak, ni d'imposer un gouvernement colonial ni d'installer quelque tribunal que ce soit. Pas plus qu'il n'a le droit de décider du sort de Saddam Hussein ou de contrôler le pétrole et les ressources de l'Irak.

La détention de Saddam Hussein et de ses coaccusés, de même que celle de dizaines de milliers d'autres Irakiens, repose tout entière sur une guerre illégale et criminelle d'agression. Le Tribunal spécial pour l'Irak et le procès de Saddam Hussein constituent également une violation des lois internationales. La Convention de Genève, dont Washington est l'un des signataires, interdit explicitement à une puissance occupante d'instaurer des tribunaux. En outre, le procès même, ainsi que l'isolement complet dans lequel se trouvent les accusés et le refus d'accorder la moindre visite et de respecter les droits juridiques, représentent une violation de la Convention internationale sur les droits civils et politiques.

Les avocats de la défense qui se sont présentés ont subi menaces et intimidations. Deux avocats de l'équipe chargée de la défense ont déjà été assassinés. Aujourd'hui, en Irak, il n'y a pas de système judiciaire. Pas plus qu'il n'y a de codes, de lois, de tribunaux. Ni d'accord sur la constitution. La totalité de la structure de l'État irakien a été détruite. En lieu et place n'existe que la forme la plus brutale d'une domination essentiellement militaire.

Dès sa création, le Tribunal spécial pour l'Irak a été illégal. C'est une création de l'Américain L. Paul Bremer III, ancien chef de l'Autorité provisoire de la coalition – le pouvoir occupant illégal. Bremer avait commencé par désigner Salem Chalabi, le neveu du vice-Premier ministre irakien Ahmad Chalabi, afin qu'il organise et dirige ce tribunal.

Chalabi a quitté son exil en avril 2003 pour regagner l'Irak avec l'aide des chars américain. Il a ouvert un bureau juridique afin de rédiger les nouvelles lois qui ont réouvert l'Irak aux capitaux étrangers et ce, en collaboration avec la société juridique de l'ancien sous-secrétaire à la Défense Douglas Feith, un profiteur de guerre, un idéologue de la cabale Bush-Cheney-Rumsfeld et l'un des principaux architectes de la guerre. Bremer a également désigné les juges du tribunal. Financement et personnel sont totalement sous contrôle des forces américaines. Le Congrès des États-Unis a libéré 128 millions de dollars pour financer ce tribunal. Il va de soi que celui-ci ne s'est pas vu attribuer la moindre compétence sur le plan des crimes de guerre commis par les forces américaines lors de l'invasion et de l'occupation !

Le rôle de la diabolisation

Le procès en cours actuellement fait partie de l'effort soutenu par les États-Unis en vue de diaboliser totalement Saddam Hussein. Telle a été une composante essentielle des quinze années de guerre contre l'Irak. Inlassablement, la propagande américaine a présenté Saddam sous les traits d'un fou maléfique, d'un dictateur brutal et d'une menace pour la planète entière, à deux doigts d'utiliser à tout moment des armes nucléaires, chimiques ou biologiques. Il a été accusé d'avoir joué un rôle dans les attentats du 11 septembre et d'être associé à al-Qaïda.

Tant les républicains que les démocrates savaient qu'il s'agissait d'une supercherie. Les bombes américaines ont détruit entièrement les capacités industrielles de l'Irak. Mais pas un seul politicien n'a fait mine de vouloir protester contre cette diabolisation.

Chacune des guerres des États-Unis contre des nations et des peuples opprimés a débuté en saturant l'ensemble de la population civile d'une propagande de guerre qui a tellement diabolisé le dirigeant de la population visée que le moindre crime a fini par être perçu comme acceptable, sans qu'il soit besoin de le remettre sur le tapis. Il en est ainsi depuis les guerres contre les nations amérindiennes et la diabolisation des Sitting Bull, Crazy Horse, Geronimo et bien d'autres chefs amérindiens, et le processus s'est poursuivi avec les dirigeants de toute lutte progressiste ou révolutionnaire de ces 50 dernières années.

Qu'importe que ce dirigeant soit modéré ou partisan de la non-violence. Prenons le cas de l'ancien prêtre que l'on a kidnappé, le président Jean-Bertrand Aristide, de Haïti. On a accusé cet homme de corruption, de trafic de drogue et de violences organisées. Aujourd'hui, le président Hugo Chávez du Venezuela et le président Mahmoud Ahmadinejad de l'Iran sont décrits de même comme des fous dangereux, des dictateurs, des réincarnations du mal.

Depuis l'époque de l'Empire romain, la justice du vainqueur n'a cessé d'humilier, d'avilir les dirigeants vaincus et de les traîner sur le banc d'opprobre afin d'établir un ordre nouveau. Elle cache en elle la brutalité de la force toute-puissante et elle confère leur légitimité aux nouveaux dirigeants.

Les procès de Denmark Vesey et de Nat Turner dans le Sud d'avant la guerre de Sécession ont illustré la façon dont les propriétaires d'esclaves masquaient la violence et la brutalité avilissante de l'esclavage derrière des droits de propriété de type « divin ». L'enlèvement et le procès du président yougoslave Slobodan Milosevic, après 78 jours de bombardements sur la Yougoslavie des œuvres des États-Unis et de l'Otan, au cours desquels des centaines de civils avaient été tués, constituait un cas semblable de justice du vainqueur.

Les Etats-Unis et les ADM (armes de destruction massive)

Alors que les États-Unis diabolisent Saddam Hussein, il conviendrait de se rappeler que le Pentagone a utilisé des armes de destruction massive, non seulement en Irak, mais également contre d'innombrables autres populations sans défense, de la Corée aux Philippines, en passant par le Vietnam, le Laos, le Cambodge, le Nicaragua, Grenade, la Libye, le Liban et la Yougoslavie. C'est la machine de guerre américaine qu'il faudrait avant tout traîner devant les juges pour avoir utilisé les armes les plus horribles : la bombe atomique, le napalm, le phosphore blanc, les armes antipersonnel, les bunker-busters (perce-bunkers) et les armes radioactives à l'uranium appauvri.

En Irak, on a intentionnellement calculé, programmé, photographié et étudié de près les destructions civiles. C'est consciemment, qu'on a ciblé les infrastructures. Les réservoirs, les stations d'épuration, les sites de traitement des eaux usées, les stocks de chlore et les stations de pompage des eaux, tout cela a été bombardé. Les réseaux de l'électricité et des communications ont été détruits. La production alimentaire a été visée, depuis l'irrigation, les fertilisants, les pesticides, jusqu'aux industries de transformation, la réfrigération, les entrepôts. Lors des bombardements de 1991, plus de 150 000 Irakiens ont perdu la vie. Du côté américain, 156 soldats ont été tués.

Année après année, des délégations internationales se sont rendues en Irak, y compris bon nombre organisées par l'International Action Center (IAC) et dirigées par l'ancien attorney général des États-Unis, Ramsey Clark, et ces délégations ont rédigé des rapports sur l'impact des bombardements de 1991 et des années de sanctions imposées par les États-Unis et les Nations unies. Ces sanctions ont provoqué une famine artificielle et ont barré les importations de nourriture, de médicaments et de produits de première nécessité pour la population civile.

Selon les propres estimations des Nations unies, plus d'un million et demi d'Irakiens sont morts de maladies faciles à prévenir. Un demi-million d'enfants de moins de cinq ans sont morts entre 1991 et 1996. Tant les sanctions que les bombardements, initiés sous George H. W. Bush (père), se sont poursuivis au cours des huit années de l'administration Clinton. Les bombardements américains se sont répétés 12 années durant, au rythme moyen de 25 raids par jour.

En sa qualité de conseiller juridique de Saddam Hussein, Ramsey Clark, fondateur de l'IAC, a courageusement remis en question la légitimité et la légalité du Tribunal spécial pour l'Irak.

En tant que juriste international spécialisé dans les droits de l'homme, la position de Ramsey Clark est en concordance parfaite avec ses quinze années d'opposition à la guerre des États-Unis contre l'Irak – et ce, depuis sa visite de 1991 en Irak, à l'époque où les Américains avaient lancé des bombes toutes les 30 secondes et durant six semaines entières, puis tout au long des 12 années de sanctions visant à affamer le pays, jusqu'au moment où il s'est encore opposé à l'invasion de 2003. Cette prise de

position concorde également avec son opposition de principe aux autres guerres et interventions américaines au Vietnam, au Nicaragua, à Grenade, en Libye, au Liban et à Panama.

Se dresser contre la diabolisation participe de la même démarche que se dresser contre la guerre des États-Unis et sa machine de propagande.

La cible n'est autre que la souveraineté irakienne

Les agents de l'impérialisme américain ont installé des dictatures corrompues et brutales, entraîné et financé le pouvoir de l'armée d'un bout à l'autre du globe – de l'Indonésie au Chili, en passant par le Congo.

Leur problème, avec Saddam Hussein, ce n'est pas qu'il ait été un dictateur. Mais qu'il a refusé de renoncer à la souveraineté de l'Irak. Il a refusé de céder aux sociétés américaines le contrôle du pétrole irakien, nationalisé au début des années 60. Son pire crime, à leurs yeux, c'est d'avoir refusé de se soumettre au nouvel ordre mondial.

Ce sont Bush, Cheney, Rumsfeld et Blair qui devraient être sur le banc des accusés pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Le mouvement mondial qui s'oppose à l'occupation américaine de l'Irak doit sérieusement peser sa responsabilité et s'opposer au moindre aspect de la guerre menée par les États-Unis – et plus particulièrement à propos des faux tribunaux et des mises en scène électorales qui cherchent à légitimer et légaliser ces actes de piraterie. Ce qui est implicite aujourd'hui dans l'appel en vue de ramener les troupes dans leurs foyers, c'est que l'exigence interpelle tout le processus de recolonisation brutale. Cela signifie ni plus ni moins que l'annulation de tous les contrats des sociétés qui ont privatisé et pillé les ressources irakiennes, la fermeture des centaines de bases américaines et des milliers de points de contrôle américains, l'annulation des missions « search & destroy » (chercher et supprimer) et la fermeture des prisons secrètes où l'on torture et humilie des dizaines de milliers d'Irakiens.

Et, tant qu'on y est, la fermeture des tribunaux illégaux instaurés par les États-Unis.

OOO

Sara Flounders est codirectrice de l'International Action Center. Elle a publié cinq ouvrages sur l'Irak et coordonné plusieurs délégations dirigées par Ramsey Clark, lesquelles ont visité l'Irak en vue de défier les bombardements américains ainsi que les sanctions.

Retrouvez bien plus sur le site www.michelcollon.info